fr

Press release | 26.04.2011

Sommet Franco-italien

Le rétablissement des frontières intérieures de l'UE n'est pas une solution

Le Président français Nicolas Sarkozy et le Premier ministre italien Silvio Berlusconi viennent d'annoncer leur décision de travailler ensemble sur la réforme du traité de Schengen.

Selon **Hélène FLAUTRE** et **Eva JOLY, députées du Groupe des Verts/ALE au Parlement européen:**

"Les deux dirigeants européens ont adressé une lettre à la Commission européenne dans laquelle il lui demande d'examiner la possibilité de rétablir temporairement le contrôle aux frontières intérieures. Ils souhaitent un renforcement de Frontex et évoquent la clause de sauvegarde si un pays est défaillant à garder les frontières des autres.

Mais le rétablissement des frontières intérieures de l'UE n'est pas une solution. Au lieu de reconsidérer Schengen en proposant des mesures coercitives, c'est de moyens dont l'UE doit se doter pour accueillir une immigration exceptionnelle qui est une chance pour notre démocratie et notre économie. Il est une fois de plus regrettable que certains Etats membres n'aient comme seule réponse commune le renforcement des activités de l'agence Frontex. Ces mesures constituent un revers aux ambitions d'une Europe solidaire.

Nous attendons de ces deux Etats membres qu'ils:

• Déclarent un moratoire immédiat sur les renvois de Tunisiens en Tunisie

• Accordent l'admission exceptionnelle au séjour des Tunisiens déjà arrivés en France et en Italie

• Garantissent l'accès au territoire européen aux personnes en quête de protection et s'abstenir de toute mesure ou accord qui pourraient l'entraver

• Mettent en œuvre le dispositif permettant d'accorder la protection temporaire prévue par la directive du 20 juillet 2001 à toutes celles et ceux qui peuvent s'en prévaloir

• Accueillent, dans le cadre de la réinstallation, les réfugiés présents à la frontière tuniso-libyenne qui le souhaitent

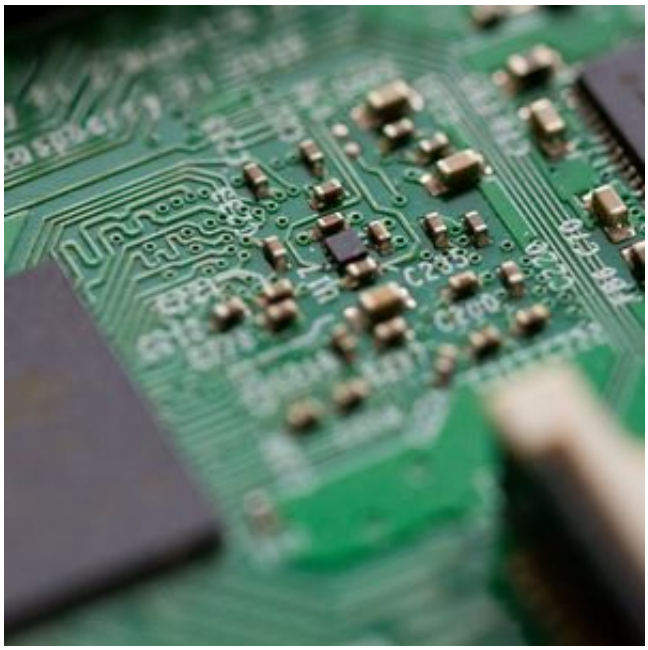
• Offrent l'asile ou une protection à toutes les personnes qui ne peuvent être rapatriées du fait de la situation dans leur pays d'origine.

A court terme, il importe de mettre en place un programme européen d'aide et de coopération avec la Tunisie qui permette à ses ressortissants d'entrer régulièrement dans les Etats membres pour y travailler ou y faire des études." concluent les deux eurodéputées.

Recommended

Press release

chris-ried



Digital Fairness Act falls short on addictive design

11.11.2026

Press release



[Ukrainian children in Russia: Parliament to call for u…]

11.11.2026

Press release

Redek Kozak



[Czech public media under attack - with Markéta Gregoro…]

11.11.2026

Press release



[Greens/EFA in Vilnius: Lithuanian Presidency must lead…]

05.11.2026

Responsible MEPs



Eva Joly

Member

Please share

- E-Mail